

L'animisme juridique : Quand un fleuve ou la nature entière livre procès

Dossier de la rédaction de H2o
October 2023

Le 30 mars 2011, quelque chose de tout à fait inédit est advenu devant la Cour de justice provinciale de Loja, à 430 kilomètres de Quito, la capitale de l'Équateur. La rivière Vilcabamba, plaignante d'un procès, a pu faire reconnaître par la justice que ses propres droits étaient menacés par le projet de développement d'une route. Ce dernier mettait en péril le débit du cours d'eau et a donc été stoppé. Aujourd'hui, de l'Ouganda à la Nouvelle-Zélande, divers pays suivent cette voie en ouvrant leurs systèmes judiciaires à ces démarches juridiques qui permettent à une entité naturelle, à un écosystème ou à la nature tout entière de devenir une personne juridique et, à ce titre, d'avoir des droits. Autant d'innovations qui suscitent l'espoir de certains militants écologistes mais rappellent également combien le droit peut être plastique et créatif au gré des époques : depuis ces procès du Moyen-Âge où l'on pouvait trouver des animaux à la barre de la défense, en passant par l'Inde où un avocat a porté plainte contre un dieu jusqu'à notre époque contemporaine où une personne ne trouve anormal qu'une entreprise puisse être considérée comme une personne juridique.

Se plonger dans la genèse et l'évolution des expériences équatorienne et bolivienne permet de voir à l'œuvre les différentes formes que peut prendre l'animisme juridique, ses possibilités comme ses limites. C'est ce que nous propose de faire Diego Landivar, enseignant chercheur en économie, directeur d'Origens Media Lab, ESC Clermont Business School.

The Conversation